

► Pour l'éducation et le service public, nos salaires : En grève et dans la rue le 9 octobre !

Suppressions d'emplois massives dans les services publics, baisses de salaire, statut détricoté, destruction des CHSCT, mise en place de la machine de tri social Parcoursup, réformes rétrogrades du système éducatif... Le gouvernement se lance dans une offensive d'ampleur. Le 9 octobre, à l'appel de Solidaires, la CGT, FO, construisons le rapport de force pour imposer le progrès social !

Un gouvernement qui privatise le service public ferroviaire, qui organise la faillite des universités, détruit les hôpitaux, bref : qui s'attaque à tous les services publics, est un gouvernement qui s'en prend à tous les mécanismes de solidarité.

Nos salaires stagnent depuis plusieurs années malgré le retour de l'inflation. Les augmentations de salaires promises par le gouvernement précédent en échange d'une acceptation par certaines organisations syndicales du PPCR ont été renvoyées aux calendes grecques. La seule réponse du gouvernement à la revendication d'une augmentation générale des salaires consiste à individualiser encore davantage les rémunérations en visant à faire du « mérite » un facteur déterminant dans le cadre du plan « Action publique 2022 ».

Il faut faire cesser ces attaques. Le 9 octobre, par une grève interprofessionnelle, défendons un service public de qualité, le statut de fonctionnaire, nos conditions de travail, exigeons des augmentations de salaire. Remettons le progrès social au goût du jour.

Voie professionnelle : toutes et tous en grève le 27 septembre !

La réforme de la voie professionnelle va aggraver nos conditions de travail, supprimer des postes dans toutes les disciplines et entraver la réussite des jeunes !

L'intersyndicale appelle les personnels à se mobiliser en organisant des heures mensuelles d'information intersyndicale la semaine du 17 au 21 septembre, et à construire ensemble une journée de grève le jeudi 27 septembre 2018.

Refusons les évaluations nationales !

On savait le ministre obsédé par l'évaluation : en CP, CE1, et 6e, depuis l'an dernier le ministère essaie d'imposer ses « évaluations nationales ». Il poursuit cette année avec le lycée. Pour SUD éducation, ces évaluations nationales sont incompatibles avec les valeurs et les pratiques d'une école égalitaire, émancipatrice et autogestionnaire que nous promouvons.

En l'absence de circulaire, les faire passer ne sont pas obligatoires : refusons-les !



Toutes les infos

www.sudeducation.org

 @SUDeducationfederation

 @SUD_education

VOTONS

